

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

QUARANTE-DEUXIÈME SESSION

*Documents officiels**



TROISIÈME COMMISSION
12e séance
tenue le
mercredi 14 octobre 1987
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 12e SEANCE

Président : M. RITTER (Panama)

SOMMAIRE

POINT 87 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DU PROGRAMME D'ACTION DE LA DEUXIÈME
DECENNIE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE : RAPPORTS DU
SECRETAIRE GENERAL (suite)

POINT 91 DE L'ORDRE DU JOUR : IMPORTANCE, POUR LA GARANTIE ET L'OBSERVATION
EFFECTIVES DES DROITS DE L'HOMME, DE LA REALISATION UNIVERSELLE DU DROIT DES
PEUPLES A L'AUTODETERMINATION ET DE L'OCTROI RAPIDE DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET
AUX PEUPLES COLONIAUX : RAPPORTS DU SECRETAIRE GENERAL (suite)

POINT 92 DE L'ORDRE DU JOUR : ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION
RACIALE (suite)

- a) RAPPORT DU COMITE POUR L'ELIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE
- b) ETAT DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ELIMINATION ET LA REPRESSION
DU CRIME D'APARTHEID : RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL
- c) QUESTION DU FINANCEMENT DES DEPENSES DES MEMBRES DU COMITE POUR
L'ELIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE : RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL

*Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la
délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef
de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées
sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque
commission.

Distr. GENERALE
A/C.3/42/SR.12
23 octobre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 10 h 30.

POINT 87 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DU PROGRAMME D'ACTION DE LA DEUXIEME DECENNIE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE : RAPPORTS DU SECRETAIRE GENERAL (suite) (A/42/3, A/42/492, A/42/493)

POINT 91 DE L'ORDRE DU JOUR : IMPORTANCE, POUR LA GARANTIE ET L'OBSERVATION EFFECTIVES DES DROITS DE L'HOMME, DE LA REALISATION UNIVERSELLE DU DROIT DES PEUPLES A L'AUTODETERMINATION ET DE L'OCTROI RAPIDE DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX : RAPPORTS DU SECRETAIRE GENERAL (suite) (A/42/448 et Add.1)

POINT 92 DE L'ORDRE DU JOUR : ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION RACIALE (suite) (A/42/18, A/42/449, A/42/468 et Corr.1 et Add.1)

- a) RAPPORT DU COMITE POUR L'ELIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE
- b) ETAT DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ELIMINATION ET LA REPRESSION DU CRIME D'APARTHEID : RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL
- c) QUESTION DU FINANCEMENT DES DEPENSES DES MEMBRES DU COMITE POUR L'ELIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE : RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL

1. M. SEIFU (Ethiopie) dit que sa délégation a étudié attentivement le rapport du Secrétaire général sur l'application du Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (A/42/492). Tout en contenant des renseignements utiles sur les activités entreprises pour atteindre les objectifs de la deuxième Décennie, le rapport expose le projet de plan des activités à entreprendre durant la seconde moitié de la deuxième Décennie qui est malheureusement bien loin de correspondre à ce que l'Ethiopie en attendait.

2. Bien que l'on ait progressé sur la voie de l'élimination du fléau que constitue le racisme et que la discrimination raciale soit illégale dans tous les pays sauf en Afrique du Sud, le racisme est un problème qui continue de se poser avec acuité et affecte la vie quotidienne de populations dans le monde entier. Qui plus est, le racisme et la discrimination raciale constituent la doctrine de base et le cadre du système qui permet de continuer à priver les Noirs d'Afrique du Sud de l'exercice de leurs droits et à les exploiter. Vu cette situation, la délégation éthiopienne estime que le plan des activités à entreprendre durant la seconde moitié de la deuxième Décennie est inadéquat. Il ne contient, en effet, aucune mesure nouvelle ou novatrice visant à combattre le racisme et la discrimination raciale; il semble que l'on mette davantage l'accent sur les séminaires et les études qui se borneraient à analyser la situation actuelle. Pour la délégation éthiopienne, les séminaires et études devraient être axés sur des propositions concrètes visant à faciliter l'application et la diffusion des dispositions de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et traiter également des moyens qui permettraient de surmonter les obstacles s'opposant à l'élimination totale du racisme, de la discrimination raciale et de l'apartheid. Le représentant de l'Ethiopie espère

(M. Seifu, Ethiopie)

qu'il sera tenu compte de ses observations ainsi que de celles d'autres délégations lors de la mise au point définitive du plan. Elle espère par ailleurs que l'ONU et l'OUA coopéreront plus étroitement, en particulier en vue de combattre les calamités de l'apartheid.

3. La délégation éthiopienne est vivement préoccupée par le fait que certains Etats parties ne se sont pas acquittés de leurs obligations financières à l'égard du Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et entravent ainsi ses travaux. Malgré ses nombreuses difficultés, l'Ethiopie a versé sa contribution et a transmis les rapports demandés. En faisant preuve de bonne volonté et moyennant de modestes efforts, tous les Etats pourraient s'acquitter des obligations qui leur incombent au titre de la Convention.

4. En ce qui concerne le point 91, la situation en Namibie prouve non seulement le caractère illicite et raciste du régime sud-africain, mais aussi l'incapacité dans laquelle se trouve l'ONU d'assumer les responsabilités qui lui incombent en ce qui concerne l'administration du territoire. Il faut expulser l'Afrique du Sud de Namibie, de préférence par des moyens pacifiques, mais par la force si besoin est. L'Ethiopie a toujours opté pour le règlement pacifique de la question et continue donc à demander l'imposition de sanctions complètes et obligatoires à l'encontre de l'Afrique du Sud. Les pays qui s'opposent aux sanctions rendent pratiquement impossible l'application du plan de règlement de la question namibienne entériné par la communauté internationale.

5. L'Ethiopie défend le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à créer son propre Etat en Palestine. La délégation éthiopienne est en faveur de la convocation d'une conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient, réunissant sur un pied d'égalité toutes les parties intéressées, y compris l'Organisation de libération de la Palestine.

6. D'autres délégations ont fait observer à juste titre que le droit à l'autodétermination ne se limite pas aux peuples assujettis à la domination coloniale mais concerne également les peuples des territoires indépendants qui doivent pouvoir choisir librement, et à l'abri de toute ingérence extérieure, leur propre système politique et économique. Le principe de l'autodétermination donne malheureusement lieu à une interprétation erronée et est utilisé à mauvais escient par certains pour favoriser des intérêts mesquins et encourager le séparatisme en vue d'imposer leurs propres valeurs ou systèmes à d'autres peuples. Ces interprétations du droit à l'autodétermination vont à l'encontre des dispositions de la Charte des Nations Unies et dénotent une tendance négative susceptible de conduire à la confrontation et de restreindre l'entente entre les peuples et la coopération internationale.

7. M. VILLAGRA DELGADO (Argentine) dit que l'élimination du racisme et de toutes les formes de discrimination raciale est l'une des priorités les plus importantes de l'ONU, de l'Assemblée générale en particulier. La contribution essentielle de l'Organisation au cours des deux décennies de lutte contre le racisme et la discrimination raciale a été de faire connaître ces problèmes et d'appeler davantage

(M. Villagra Delgado, Argentine)

l'attention de l'opinion publique. La grande majorité est théoriquement d'avis qu'il faut éliminer la discrimination raciale; mais dans la pratique, les préjugés et les pratiques discriminatoires subsistent.

8. Des facteurs politiques, économiques et culturels exacerbent la discrimination raciale comme c'est le cas pour des millions de travailleurs migrants employés dans les pays développés. La délégation argentine juge très utile le rapport du Secrétaire général sur les effets de la discrimination raciale sur les enfants appartenant à des minorités, en particulier les enfants de travailleurs migrants, dans les domaines de l'enseignement, de la formation et de l'emploi (A/42/492) et espère que cette étude sera développée.

9. Le système d'apartheid appliqué par l'Afrique du Sud constitue la forme de discrimination raciale la plus odieuse et la plus absurde. L'Argentine s'associe à la communauté internationale pour demander instamment qu'il y soit mis fin à brève échéance. Un tel système est vicié et ne saurait être réformé.

10. Par ses mesures de répression à l'encontre de la population sud-africaine majoritaire ainsi que par le maintien de son occupation illégale et raciste en Namibie, le régime de Pretoria fait peser une menace de plus en plus grave sur la paix et la sécurité en Afrique australe. Pour la délégation argentine, ce n'est qu'en appliquant des sanctions à l'encontre du gouvernement de Pretoria qu'il sera possible de modifier la situation en Namibie et libérer ce territoire de l'occupation coloniale devrait être l'un des objectifs prioritaires de la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

11. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et l'organe chargé de son application, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, sont des instruments importants dans le combat mené contre le racisme et la discrimination raciale comme il ressort du rapport du Comité (A/42/18). Les débats consacrés au neuvième rapport périodique de l'Argentine sont résumés dans les paragraphes 467 à 484 dudit rapport qui décrivent les mesures prises pour incorporer les dispositions de la Convention dans la législation nationale.

12. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a malheureusement dû faire face à de graves difficultés du fait que certains Etats parties ne se sont pas acquittés de leurs obligations financières au titre de la Convention. La délégation argentine espère que cette question sera promptement résolue et elle sait gré au Secrétaire général des efforts qu'il déploie à cette fin. La présentation tardive des rapports est également une question préoccupante du fait notamment que le temps imparti au Comité pour l'examen des rapports est limité. La délégation argentine pense qu'il serait utile d'échelonner la présentation des rapports ou de présenter des rapports consolidés, en particulier lorsque le Comité a déjà examiné le rapport initial de chaque Etat partie.

13. La délégation argentine attache également une grande importance à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid qui témoigne de l'attachement de la communauté internationale à la lutte contre cet odieux système odieux et elle invite instamment les Etats qui ne l'ont pas encore fait à ratifier la Convention ou à y adhérer.

14. Mlle BROSNAKOVA (Tchécoslovaquie) dit que l'élimination du régime d'apartheid d'Afrique du Sud de plus en plus répressif est l'une des tâches les plus urgentes de la communauté internationale qui doit combattre toutes les formes de racisme en tant qu'obstacle à l'autodétermination et à la coopération internationale. L'Afrique du Sud terrorise sa population noire avec l'accord de la minorité blanche qui est déterminée à continuer de pratiquer la politique d'apartheid aux dépens de la majorité noire privée de ses droits de représentation. Se trouvant dans une situation désespérée face à une population noire qui est de plus en plus déterminée à consentir tous les sacrifices pour accéder à la liberté et à l'égalité, la minorité blanche recourt à des mesures extrêmes. Ceux qui s'opposent à l'imposition de sanctions au régime d'apartheid et contribuent à le maintenir au pouvoir doivent également être tenus pour responsables des souffrances infligées à la population sud-africaine.
15. Bien qu'Israël persiste à le nier, sa politique sioniste, qui fait de la population arabe de ce pays des citoyens de deuxième classe et les prive de leurs droits fondamentaux, y compris du droit à l'autodétermination, est aussi une politique raciste. En Europe occidentale, on assiste également à une recrudescence du racisme, en particulier à l'encontre des travailleurs étrangers et des minorités nationales, racisme qui est encouragé et utilisé par les forces cherchant à détourner l'attention des graves problèmes économiques et sociaux.
16. L'exercice de tous les droits fondamentaux est subordonné à la réalisation du droit à l'autodétermination. Le colonialisme a fait place au néo-colonialisme, système plus subtil pour refuser l'exercice de ce droit. L'énorme endettement des pays en développement en est un exemple et prouve à quel point il importe de restructurer les relations économiques internationales sur une base équitable et démocratique.
17. Il est tout aussi difficile de lutter pour l'exercice du droit à l'autodétermination que d'y parvenir lorsque certains Etats sont prêts à recourir à tous les moyens, y compris au service de mercenaires, aux pressions politiques, au boycottage économique ou même à l'agression armée pour attaquer des Etats souverains et combattre les luttes de libération nationale. La mise en place d'un système général de paix et de sécurité internationales et la restructuration des relations internationales en fonction des besoins de l'âge nucléaire contribueraient éminemment à la réalisation du droit des peuples à l'autodétermination, à la décolonisation économique et à l'institution de fondements équitables pour la circulation de l'information, la diffusion des valeurs culturelles, etc. C'est là une question qui doit retenir davantage l'attention de la Commission.
18. Tous les Etats qui, pour des raisons géopolitiques ou idéologiques, sapent les efforts déployés par l'ONU pour combattre toutes les formes de colonialisme et de racisme devraient reconsidérer leurs positions de façon à ne pas renforcer l'emprise de ceux qui violent le droit international et compromettent les progrès dans cet important domaine. La Tchécoslovaquie prend activement part aux efforts déployés sur le plan international pour mettre fin au racisme et faire respecter le

(Mlle Brosnakova, Tchécoslovaquie)

droit à l'autodétermination; elle est d'ailleurs partie aux instruments internationaux pertinents dont elle applique scrupuleusement les dispositions. La Tchécoslovaquie appuie les efforts déployés par l'ONU en vue de parvenir à un juste règlement de toutes les crises que le racisme prolonge et sa politique extérieure est fondée sur la conviction que c'est uniquement dans un climat de paix et de liberté que l'on peut favoriser le progrès de l'humanité.

19. M. OMRAN (Emirats arabes unis) dit que l'ONU n'a pu progresser sur la voie du règlement de la question de Palestine. La communauté internationale a été témoin de l'occupation israélienne des territoires arabes palestiniens et de l'expulsion du peuple palestinien et de tels actes continuent de se produire. La situation actuelle dans les territoires occupés démontre la ténacité avec laquelle les habitants arabes résistent à toutes les tentatives sionistes visant à les éliminer, à modifier leur identité arabe, à détruire leur héritage et tout ce qui leur est sacré. Le représentant des Emirats arabes unis sait gré à tous les Etats amis qui soutiennent le peuple arabe palestinien dans la lutte menée pour recouvrer ses terres et créer un Etat indépendant sous la direction de son représentant légitime, l'Organisation de libération de la Palestine. La délégation des Emirats arabes unis dénonce avec véhémence l'appui moral et matériel dont bénéficie le régime sioniste. L'appui qui lui est fourni est contraire aux dispositions de la Charte des Nations Unies ainsi qu'à tous les principes humanitaires et aux conventions internationales.

20. Ce qui vaut pour la Palestine occupée vaut également pour la Namibie. Les souffrances du peuple palestinien et celles du peuple namibien sont identiques puisqu'il s'agit dans chaque cas de la colonisation de territoires. Ces deux régimes colonialistes présentent une autre similarité : ils ont fait du racisme un principe idéologique et politique. Faisant fi de toutes les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement de Pretoria refuse de se retirer de Namibie. Ce gouvernement raciste est demeuré sourd aux appels qui lui ont été adressés au cours des deux dernières décennies, et ne s'est pas conformé aux résolutions 435 (1978) et 566 (1985) du Conseil de sécurité.

21. Il est particulièrement déplorable qu'en avril 1987 tous les efforts déployés pour faire adopter une résolution imposant des sanctions complètes et obligatoires au Gouvernement raciste d'Afrique du Sud aient échoué. Il n'a été tenu aucun compte des souffrances du peuple namibien et de la population noire majoritaire d'Afrique du Sud; ce sont, en revanche, des intérêts identiques à ceux du Gouvernement raciste d'Afrique du Sud et la cupidité que suscitent les ressources naturelles de la Namibie qui ont prévalu. La délégation des Emirats arabes unis réaffirme son appui à la lutte du peuple namibien sous la direction de la SWAPO, son seul et véritable représentant.

22. Le régime récalcitrant de l'apartheid, appuyé par les intérêts étrangers, déshonore la communauté internationale et seule l'abolition de ce régime pourrait laver ce déshonneur. L'appui essentiel dont bénéficie le Gouvernement raciste provient de son allié qui pratique une politique analogue, à savoir le gouvernement sioniste. Comme l'indique le rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (A/42/18), Israël est le plus grand allié de l'Afrique du Sud et collabore avec ce pays dans le domaine nucléaire.

23. M. AL-KALBASH (Jamahiriya arabe libyenne) dit que, malgré les résolutions demandant l'abolition du crime d'apartheid, le régime raciste d'Afrique du Sud continue à consolider la politique d'apartheid, et à priver ainsi les citoyens africains de leurs droits les plus fondamentaux. Il continue également à occuper illégalement la Namibie tout en exploitant les ressources naturelles du territoire avec l'aide des Etats impérialistes et colonialistes. Sans l'appui que certains Etats occidentaux et les Etats-Unis d'Amérique fournissent au régime raciste, celui-ci ne pourrait poursuivre ses pratiques inhumaines et sa politique d'agression.

24. Au Conseil de sécurité, les pays occidentaux ont refusé de voter avec la majorité sur une résolution imposant des sanctions à l'encontre de l'Afrique du Sud. On ne peut guère s'étonner que le régime raciste d'Afrique du Sud bénéficie de l'appui de l'entité sioniste, cet autre régime raciste. L'idéologie de ces deux régimes émane de la même doctrine qui a été répudiée par l'ONU et est considérée comme constituant un crime contre l'humanité. Ces deux régimes ont des objectifs communs : ne tenir aucun compte des résolutions de la communauté internationale et du droit des peuples à l'autodétermination et à l'intépendance. Leur but est, en fait, d'exploiter encore davantage les populations arabes et africaines, de continuer à occuper ces territoires et à contrôler leurs ressources.

25. La lutte des peuples pour l'exercice du droit à l'autodétermination fait partie intégrante du plus vaste combat mené pour éliminer le colonialisme, le racisme et la discrimination raciale. Bien que la communauté internationale reconnaisse au peuple palestinien le droit d'accéder à l'autodétermination, l'entité sioniste, appuyée par les Etats colonialistes et impérialistes, continue à faire fi de toutes les résolutions de l'Organisation des Nations Unies visant à assurer l'exercice de ces droits. De même, malgré les résolutions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité demandant que les forces de Pretoria se retirent immédiatement de Namibie et qu'il soit mis fin au mandat de l'Afrique du Sud sur ce territoire, le régime raciste n'en persiste pas moins à s'opposer à la volonté de la communauté internationale en continuant à occuper illégalement ce territoire.

26. Pour abolir la politique d'apartheid et isoler le régime raciste, la communauté internationale doit concerter ses efforts. En l'absence d'une telle concertation, la paix et la sécurité internationales, au Moyen-Orient et en Afrique australe en particulier, ne pourront qu'être compromises.

27. La Jamahiriya arabe libyenne réaffirme l'engagement qu'elle a pris d'imposer un boycottage au régime raciste d'Afrique du Sud dans tous les domaines. Sa délégation appuie sans réserve la lutte héroïque menée par tous les peuples concernés, en particulier par les peuples de l'Afrique du Sud, de la Namibie, de la Palestine et de la Nouvelle-Calédonie, pour se libérer de l'apartheid et de l'occupation.

28. M. KHYBERI (Afghanistan) note que l'apartheid est un système inhumain qui soumet une population noire innocente à une odieuse répression, voire à un génocide, et les Etats voisins à un terrorisme d'Etat et porte ainsi atteinte à la

(M. Khyberi, Afghanistan)

paix et à la sécurité sur les plans régional et international. Le régime raciste sud-africain a également étendu cet abominable système à la Namibie, territoire à partir duquel des attaques sont lancées contre les Etats voisins, et ses ressources naturelles sont pillées en collaboration avec les sociétés transnationales. Pour combattre ce système, dont l'abolition est la prémisse indispensable pour assurer la paix, la stabilité et la sécurité en Afrique australe, il faut appliquer à l'encontre de l'Afrique du Sud des sanctions complètes et obligatoires.

29. La lutte contre le racisme est la pierre angulaire de la politique intérieure et étrangère de l'Afghanistan qui appuie la lutte des peuples d'Afrique australe et de Palestine. Il incombe à l'ONU de prendre les mesures voulues pour mettre fin au racisme et à la discrimination raciale en dépit des efforts que déploient les réactionnaires pour intensifier ces pratiques; cela signifie, en fait, que l'ONU doit appuyer sans réserve les mouvements de libération nationale en lutte contre cet odieux système.

30. L'Afghanistan est non seulement partie à divers instruments internationaux concernant le racisme, mais a également incorporé les dispositions de ces instruments dans sa législation nationale et en a fait le fondement de sa politique extérieure. L'Afghanistan combat le racisme et les régimes racistes par l'éducation et en mettant l'accent sur l'information et soutient les mouvements de libération nationale.

31. Le droit des peuples à l'autodétermination continue malheureusement d'être bafoué par les régimes racistes et sionistes bellicistes au Moyen-Orient, en Afrique australe et en Micronésie. A cet égard, le représentant de l'Afghanistan s'élève contre les puissances colonialistes et néo-colonialistes qui ont recours aux services de mercenaires à l'encontre d'Etats souverains pour protéger leurs intérêts.

32. M. RICHTER (République démocratique allemande) dit que la grande révolution socialiste d'Octobre 1917 a marqué le point de départ de la lutte contre la domination étrangère et l'exploitation coloniale. Sur le plan international, c'est en faveur de la paix, de la démocratie, de la libération nationale et du progrès social que penche l'équilibre des forces, préparant la voie à de profonds changements politiques et socio-économiques. Il faut que toutes les forces qui prônent la justice et la liberté mènent le combat pour l'élimination définitive du colonialisme.

33. La politique acharnée de déstabilisation que pratique le régime de Botha à l'encontre des Etats africains indépendants, l'escalade de la terreur s'exerçant contre la population noire d'Afrique du Sud, le maintien de l'occupation illégale de la Namibie et la multiplication des mesures prises par certains Etats pour accroître leur influence dans toute la région ont contribué à aggraver encore davantage la situation en Afrique australe qui fait peser une menace sur la paix et la sécurité internationales. La République démocratique allemande condamne la politique d'apartheid et s'associe à l'appel lancé en vue de l'adoption de sanctions complètes et obligatoires à l'encontre de Pretoria. En appliquant des sanctions, les Etats occidentaux industrialisés contribueraient sans nul doute de manière décisive à éliminer l'apartheid.

(M. Richter, RDA)

34. Les actes d'intimidation dirigés contre le Zimbabwe et le Mozambique résultent des excès odieux des milieux extrémistes d'Afrique du Sud qui, avec l'appui de leurs puissants alliés, essaient d'enrayer le processus de libération nationale et social de la région. La République démocratique allemande est pleinement solidaire des mouvements de libération, l'ANC et la SWAPO, qui combattent pour l'exercice du droit à l'autodétermination des peuples d'Afrique du Sud et de Namibie.

35. La République démocratique allemande soutient vigoureusement l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) dans sa lutte pour la reconnaissance des droits inaliénables du peuple palestinien, y compris de son droit à créer un Etat indépendant. L'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient est subordonnée au règlement de la question de Palestine et au retrait immédiat et inconditionnel d'Israël de tous les territoires arabes occupés depuis 1967. C'est faire preuve de réalisme que de proposer la convocation d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient réunissant toutes les parties intéressées, y compris l'OLP, en vue de parvenir à sortir de l'impasse au Moyen-Orient.

36. Le peuple de la République démocratique allemande est pleinement solidaire de la lutte du peuple nicaraguayen pour l'autodétermination et l'indépendance. La délégation de la République démocratique allemande se félicite de l'adoption récente par l'Assemblée générale d'une résolution sur la situation en Amérique centrale (A/42/L.2) qui correspond pleinement aux objectifs des peuples d'Amérique centrale touchant la paix, la réconciliation, le développement et la justice, en l'absence de toute ingérence extérieure, et compte dûment tenu de leur droit à l'autodétermination. La République démocratique allemande continuera à appuyer le peuple nicaraguayen qui a élu librement son président et a choisi de s'engager sur la voie de la démocratie et du progrès social, à l'abri de toute ingérence extérieure. La République démocratique allemande appuie toutes les initiatives visant à résoudre pacifiquement le conflit d'Amérique centrale et se félicite de l'Accord signé le 7 août 1987 par les Présidents des cinq pays d'Amérique centrale touchant le processus à suivre pour instaurer une paix stable et durable en Amérique centrale.

37. Le fait que des territoires coloniaux de l'océan Pacifique, Atlantique et Indien soient de plus en plus utilisés à des fins militaires compromet la paix et viole de manière flagrante le droit à l'autodétermination. Il faut éliminer tous les vestiges du colonialisme et empêcher que le monde ne soit divisé en sphères d'intérêts.

38. La délégation de la République démocratique allemande estime également que le point 91 de l'ordre du jour doit englober les questions relatives à la démocratisation des relations économiques internationales, à l'indépendance économique et au droit au développement ainsi que la Déclaration sur le droit au développement; elle est prête à s'associer aux efforts visant à promouvoir la codification dans ce domaine.

39. La délégation de la République démocratique allemande attache une importance particulière aux questions relatives à la lutte contre le mercenariat et estime que l'Assemblée générale devrait adopter une autre résolution condamnant l'utilisation de mercenaires, qu'elle serait prête à parrainer.

(M. Richter, RDA)

40. Un passage d'une déclaration faite le 12 octobre 1987 était parfaitement dénué de réalisme. Aucune réconciliation n'est possible entre la République démocratique allemande et la République fédérale d'Allemagne. Ces deux régimes n'ont jamais rien eu de commun; la distance qui les sépare est immense et le socialisme et le capitalisme ne seront jamais compatibles.

41. Mme LUANGAY (Zaïre) dit que l'un des principes fondamentaux de la Charte est la réaffirmation de la foi en les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine. On peut donc déplorer l'existence de régimes qui infligent des souffrances à leurs populations en les humiliant et en leur faisant subir un traitement dégradant en raison de leur race comme c'est le cas actuellement en Afrique du Sud sous l'odieux système d'apartheid. Le Zaïre s'associe aux efforts déployés par la communauté internationale pour combattre le racisme et la discrimination et condamne vigoureusement l'odieux et inhumain système d'apartheid. A l'occasion de la célébration de la Journée de solidarité avec les prisonniers sud-africains, le Zaïre a adressé un message au Comité spécial contre l'apartheid dans lequel il a réaffirmé son soutien à l'appel lancé par l'Assemblée générale à l'Afrique du Sud pour lui demander de libérer tous les prisonniers politiques.

42. Au niveau national, dans le cadre de l'application de la résolution 39/144, un département des droits et des libertés des citoyens a été créé le 31 octobre 1986 et a pour principale tâche de protéger les citoyens zaïrois contre toutes formes de discrimination.

43. La délégation zaïroise se félicite d'une manière générale des dispositions prises pour appliquer le Programme d'action pour la deuxième Décennie pour la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Elle se félicite notamment qu'un cours de formation ait été donné au Siège en septembre 1987 à l'intention des législateurs, conformément aux dispositions des résolutions 40/22 et 41/94 de l'Assemblée générale. La consultation mondiale sur la discrimination raciale mentionnée au paragraphe 34 du rapport (A/42/493) peut être préparée minutieusement afin d'avoir des résultats fructueux. La délégation zaïroise s'étonne quelque peu de constater que le projet de plan des activités à entreprendre durant la seconde moitié de la deuxième Décennie ne mette pas suffisamment l'accent sur l'élimination de l'apartheid alors qu'il est bien connu que cette politique continue de faire d'innombrables victimes, notamment parmi les femmes et les enfants. Amnesty International devrait envoyer des représentants en Afrique du Sud en vue d'y faire respecter les droits de l'homme. La campagne contre l'apartheid doit être intensifiée en vue d'isoler le régime de Pretoria et de le contraindre à abandonner sa politique inhumaine. La délégation zaïroise s'associe aux délégations qui ont suggéré à propos du paragraphe 56 d) qu'au lieu de l'organisation de stages régionaux une vaste campagne soit menée pour éliminer les principaux obstacles s'opposant à l'abolition du racisme, de la discrimination raciale et de l'apartheid et que l'on s'emploie à trouver les moyens de faire disparaître rapidement ce fléau.

44. Le respect du droit à l'autodétermination et à l'indépendance est l'une des conditions indispensables pour promouvoir la paix dans le monde et le progrès de l'humanité. La situation en Afrique australe constitue une violation flagrante de

(Mme Luangay, Zaïre)

ce droit. Le Zaïre proclame une fois de plus son attachement au principe du droit des peuples à l'autodétermination et réaffirme la légitimité de la lutte des peuples pour l'indépendance, l'intégrité territoriale, l'unité nationale et la libération de la domination coloniale, étrangère et raciste. A cet égard, seule l'application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité permettrait de parvenir à un règlement pacifique, juste et durable de la question du droit du peuple namibien à l'autodétermination et à la souveraineté nationale.

La séance est levée à 12 h 5.